

« Des discours importants furent prononcés sur l'aide réciproque des pays du Commonwealth, surtout dans le domaine du commerce et de l'assistance. A mon avis, l'un des meilleurs orateurs fut le chef suppléant de la délégation britannique, lord Shepherd, qui est le whip de la Chambre des lords. . . . Il a décrit l'aide fournie par la Grande-Bretagne. Il a aussi parlé de l'importance des disponibilités monétaires internationales et de certains problèmes connexes qui se posent à la Grande-Bretagne sur le plan de l'aide.

« M. Neville Hewitt, d'Australie, a déclaré que son pays venait au deuxième rang parmi les pays qui fournissent de l'aide au Commonwealth.

« Certains pays bénéficiaires ont aussi exprimé leurs opinions, ce qui a été fort bien accueilli, car l'octroi de l'aide est une chose, mais l'utilité de cette aide, son importance pour le pays bénéficiaire et la manière dont l'aide est accordée en sont d'autres tout aussi importantes.

« M. Ahmad, du Pakistan, a reconnu la valeur de cette aide. Il a particulièrement loué le travail accompli en vertu du Plan de Colombo.

« Shri Vajpayee, de l'Inde, a parlé de la libéralisation des échanges commerciaux à laquelle songeait M. Kennedy. M. Refalo, de l'île de Malte, a aussi abordé ce sujet en parlant des difficultés qu'éprouvent certains pays en voie de développement à cause des barrières tarifaires qui empêchent leurs produits d'entrer dans maints pays avancés.

« M. Tuan Bee de la Malaysia a parlé des difficultés qu'éprouve son pays à écouler le caoutchouc et l'étain, par exemple.

« On a parlé de la stabilisation du prix des denrées. On a demandé l'abolition des barrières douanières, l'accroissement, dans les pays en voie de développement, de la consommation de certains produits qui proviennent des pays de l'hémisphère austral, tels le sucre et le cacao.

« Nombre de délégués ont aussi discuté en connaissance de cause des ressources alimentaires et de l'explosion démographique. . . .

« Cette année, le Canada a pris une initiative. Au lieu de faire des discours uniquement en session plénière, nous avons imité ce qui se fait à l'API et chez les parlementaires de l'OTAN. Nous avons formé des comités. Un comité, qui a étudié les institutions parlementaires dans le monde, a siégé au Sénat sous la présidence de l'honorable C. A. Thomasos de Trinidad et Tobago. . . .

« Voici les conclusions du comité, selon le rapport qui se trouve à la page 307 du rapport officiel :

Un délégué de la Grande-Bretagne a fait remarquer en terminant que trois principaux points ressortaient de la discussion :

1. Une modification ou une réforme s'impose pour moderniser les institutions parlementaires.

2. Un système qui convient à une partie du Commonwealth ne convient pas nécessairement à une autre partie; chaque pays doit, tout en conservant des principes fondamentalement démocratiques, développer ses propres procédures parlementaires.

3. Le système des comités offre bon nombre d'avantages lorsqu'il s'agit de répondre aux exigences actuelles des corps législatifs, et plusieurs pays auraient avantage à l'examiner de plus près.